

DOCUMENT D'ORIENTATION

1. Un contexte de crise

Le monde se trouve dans une situation de crise quasi inédite. Se cumulent des crises de nature différente mais toutes gravissimes : dérèglement climatique, crise énergétique, guerres et conflits armés, remise en cause des institutions internationales et, en particulier, du droit international, crise budgétaire et ralentissement économique, crise de la démocratie en lien avec des menaces d'ultranationalisme (Rassemblement National en France, AFD en Allemagne, Mouvement National socialiste du Danemark, Mouvement de résistance nordique en Suède, Vox en Espagne...) et menaces de mouvements fondamentalistes religieux (Israël, mouvements évangélistes aux Etats-Unis, nombreux pays musulmans), crise de l'information (fake-news, réalités alternatives)... Bref toutes ces crises se cumulent, s'entremêlent, sont planétaires et menacent directement l'avenir de l'humanité.

2. Un seul gagnant, le grand capital

Dans cette période difficile, seul le grand capital sort gagnant. En France, le jour du dépassement capitaliste a été le 09 octobre en 2025. C'est-à-dire qu'à compter de cette date, les grandes entreprises avaient payé toutes leurs charges salariales, sociales, fiscales... et qu'on a travaillé pour rémunérer les actionnaires (6 novembre en 2012).

Le grand capital s'est globalement renforcé au XXI^e siècle. Le nombre de milliardaires et de multimillionnaires n'a jamais été aussi nombreux au détriment des classes moyennes qui sont laminées et restent sans perspectives. Cela engendre un sentiment de déclasserment irrémédiable qui provoque frustrations et colère. Tous les salariés (notamment ceux qui touchent aux alentours du SMIC en France) ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois et n'entrevoient aucune issue.

Depuis le XVIII^e siècle et l'avènement de la société industrielle, la croissance annuelle de l'économie est d'environ 1,5% par an ; la croissance du seul capital est aux alentours de 5%. Dit autrement, alors que la croissance de l'économie créatrice d'emploi et de progrès technique stagne à un peu plus de 1%, les spéculations et autres manœuvres financières comme : délocaliser des entreprises, profiter des paradis fiscaux, etc. ont permis aux grands argentiers de s'enrichir 4 fois plus...

3. L'ultralibéralisme

Dans le sillage de travaux d'économistes tel Milton Friedman qui se sont répandus sur la planète depuis les années 1980, l'ultralibéralisme économique s'est érigé en règle absolue. Ses maîtres mots : dérégulation, disparition des normes, affaiblissement des Etats, mondialisation... soit la porte grande ouverte au capitalisme sans foi ni loi. Porte-parole du mouvement Libertarien, Elon Musk le prône fièrement à longueur de tweets.

Au niveau des emplois, cela s'est concrétisé par une remise en cause du salariat. Désormais, la mode est à l'auto-entrepreneuriat qui fragmente les acteurs économiques et rend très difficile la sensibilisation à la conscience de classe. Il ne faut pas se tromper ! Derrière cet écran de fumée qui donne l'illusion de liberté professionnelle, il y a une perte des droits des travailleurs et des travailleuses, une individualisation des sous-traitants qui pourtant, au final, travaillent quasi exclusivement pour la même entreprise. On a dénommé ce phénomène « uberisation des emplois » et, malheureusement, il attire encore nombre d'individus, notamment les jeunes de moins de 30 ans. En France, cette précarisation gagne de plus en plus le secteur public sous forme de CDD et CDI par

l'intermédiaire desquels le statut de la Fonction publique est remis en cause. Cela se concrétise à travers l'annualisation des horaires de travail, la remise en cause permanente des 35 h ou encore le recours massif des contractuels dans la Fonction Publique.

En outre, le pillage des ressources de la planète s'est accentué au point que le jour du dépassement climatique a été établi, pour la Terre, au 24 juillet l'année dernière (19 avril pour la France / 7 mai en 2024). A partir du 25 juillet 2025, on avait commencé à consommer les richesses de 2026. Cette situation est intenable et ne pourra perdurer encore longtemps.

Le capitalisme est un système prédateur : selon ses modes de calcul, pour s'enrichir, il faut consommer, donc produire coûte que coûte, c'est-à-dire promouvoir le gaspillage. D'où la nécessité de le réguler ! D'où la nécessité de définir de nouveaux critères de calcul de la croissance économique, voire promouvoir la décroissance ainsi que le prône Dennis Meadows depuis 1972.

De même, pour financer ces changements économiques et réduire les inégalités, il faut aller chercher l'argent là où il se trouve. Il est nécessaire de faire payer les plus riches comme le réclame le prix Nobel d'économie 2008 Thomas Piketty ou comme le propose modestement Gabriel Zucman (taxe de 2%). La politique de cadeaux fiscaux de tous les gouvernements qui se sont succédés en France nous mène dans une impasse !!!

4. Une inégale répartition des richesses

Chaque année, les pays dits riches sont encore plus riches et les pays dits pauvres encore plus pauvres. Toutefois, il faut se méfier de ces données macroéconomiques car, à notre niveau, nous les salariés, les retraités, etc. nous sommes tous à travers le monde logés à la même enseigne. Les écarts de richesse entre les habitants d'un même pays s'accroissent et les conditions de vie de la grande majorité des 9 milliards de Terriens se sont dégradées.

La France est considérée comme l'un des pays les moins touchés par ce phénomène et pourtant 10% des Français concentrent la moitié du patrimoine de notre pays et cette concentration des richesses s'accélère. Il est nécessaire de se battre pour des mesures réduisant les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres !

5. La tentation des réponses toutes faites

Il est compréhensible, dans ce contexte très difficile voire anxiogène de chercher des responsables, des coupables ou - à défaut - des boucs émissaires. De plus en plus de personnes à travers le monde se tournent vers des réponses toutes faites et préfèrent ne pas voir la réalité en face. D'où la multiplication du complotisme, des fake news, le climato-scepticisme, etc. ce qui entraîne l'arrivée au pouvoir de personnalités providentiels comme Mohdi en Inde, Trump aux Etats-Unis...

Les partis d'extrême droite profitent des peurs, des frustrations et des colères pour prospérer dans le monde entier. La France est elle aussi touchée. Le Rassemblement National diffuse son discours empoisonné visant à dresser les individus les uns contre les autres en désignant UN bouc émissaire : l'émigré. Celui-ci serait ainsi la cause de tous nos maux et de toutes nos difficultés. A en croire Marine Le Pen et Jordan Bardella, Il suffirait pour résoudre tous nos problèmes de nous replier sur nous-mêmes... alors même que des pans entiers de notre économie souffre d'un manque de main-d'œuvre en très grande partie compensée par des travailleurs immigrés (hôtellerie - restauration, BTP, silver économie, aides-soignants...). En fait, ce parti - comme tous ceux qui lui ressemblent dans le monde, dénommés nationalistes, conservateurs, réactionnaires, populistes bref d'extrême droite - prétend résoudre des problématiques complexes avec des réponses simplistes.

Nous sommes bien placés à La Réunion pour savoir toute la richesse due au métissage culturel engendré par l'émigration. Toute réponse simpliste ne peut conduire à moyen et long terme qu'à aggraver les difficultés.

De par son idéologie autoritariste, l'extrême droite est un danger potentiel qu'il nous faut combattre. Ne nous berçons pas d'illusion ! Ce type de parti une fois au pouvoir réduira nos espaces de liberté. Les militants tels que ceux de la CGTR seront les premières victimes des persécutions policières et de toutes les mesures discriminatoires qui seront inévitablement érigées. On ne peut laisser ce type de discours prospérer à La Réunion sans réagir ! Bien au contraire, en raison de notre histoire et de notre société, nous devons être un exemple pour tous du vivre ensemble.

Dans le même ordre d'idée, nous devons nous méfier et dénoncer les réponses religieuses qui ont une portée politique extrême. Au cours de l'Histoire cela a toujours engendré des bains de sang, de la méfiance, des divisions. Il n'est jamais bon quand des religions ont un discours idéologique ET politique.. C'est malheureusement le cas dans l'Israël de Netanyahu, en Inde, aux Etats-Unis, au Brésil sous Bolsonaro, dans de nombreux pays musulmans (comme l'Afghanistan, l'Iran), etc. On remet alors en cause l'avortement, les droits des femmes, les modalités du mariage... Quels que soient les noms qu'on leur donne (intégrisme, fondamentalisme, radicalisme...), ces mouvements religieux représentent un danger qu'il nous faut combattre. Ils sont de plus en plus présents à La Réunion, nous devons nous y opposer et défendre coûte que coûte le principe de laïcité !

6. Et La Réunion ?

Notre île compte 911.000 habitants au 1^{er} janvier 2026. Sa population vieillit (29% ont moins de 20 ans ; 21% ont plus de 60 ans). Elle continue à augmenter sous l'effet de l'inertie démographique et d'un taux de natalité qui se maintient à 2,14 enfant/femme mais de moins en moins vite (11790 naissances en 2025 contre 11820 en 2024). Toutefois les décès progressent chaque année : 6110 en 2025 (280 de plus qu'en 2024).

Les problèmes de La Réunion sont structurels et nombreux. Son économie est très fragile car elle repose notamment en très grande majorité sur des TPE : sur un total de 52.480 entreprises au 31 décembre 2021, 49.885 ont moins de 10 salariés (et seulement 37 plus de 250 salariés).

La croissance économique est de 0,5% en 2024 contre 1,7 % en 2023 (1,2% au national) et de fait demeure insuffisante pour créer suffisamment de richesses. Le taux de pauvreté est de 36,1% en 2021 (contre 14,9% dans l'Hexagone).

Le salaire médian est de 2237 €/mois en 2025 contre 2733 €/mois dans l'Hexagone alors que le coût de la vie est supérieur localement. La Réunion est le département français qui compte le plus de bénéficiaires du RSA (94.953 en juin 2023). De même, le PIB/hab. à La Réunion n'est que de 27.300€/an en 2025 soit 60% du PIB/habitant national, ce qui nous place au rang de deuxième département le plus pauvre juste avant Mayotte.

La Réunion n'est pas épargnée par les multiples crises évoquées précédemment. Le Rassemblement National est en train de s'imposer auprès de nombreux électeurs, des groupes religieux croissent, le réchauffement climatique se fait de plus en plus ressentir, l'eau potable devient un enjeu... ; bref, toutes les crises citées auparavant nous concernent déjà et nous concerneront de plus en plus dans un avenir proche.

Sur le plan de l'Education Nationale, depuis toujours, l'académie est sous-dotée en personnels. La petite baisse des effectifs élèves actuelle est une occasion unique de procéder à un rattrapage. Il nous faut donc lutter pour le maintien des moyens qui nous sont alloués chaque année. Pour cela, eu

égard aux difficultés économiques et sociales, toute l'île devrait être classée en REP+ de manière à bénéficier de plus de moyens en faveur des élèves. Ceci est aussi vrai pour les budgets alloués à la formation professionnelle, notamment à la Région. Et pourtant, cette ligne budgétaire vient d'être réduite de 52%. Une aberration !

7. La CGTR à la pointe des luttes sociales et sociétales

La CGTR est connue et reconnue : toujours à la pointe du combat social. Elle se bat pour défendre un pouvoir de vivre décent et lutte contre les mesures de régression sociale. Chaque salarié de La Réunion doit pouvoir vivre de son travail et disposer d'un pouvoir de vivre décent.

Cet engagement aux côtés des travailleurs et travailleuses de La Réunion est sans faille et, en plus, la CGTR s'enorgueillit d'un engagement qui, au-delà du social, relève du sociétal. C'est ainsi que notre syndicat a été à la base de l'alignement du SMIC et des prestations sociales appliqués à La Réunion sur le SMIC et les prestations sociales appliqués dans le reste de la France en 1996, de l'observatoire des prix, du dispositif COSPAR et bien d'autres.

Nous devons nous engager dans tous les débats comme la gestion de l'eau, la préservation de notre environnement, les mobilités, la question du grand âge... Nous devons résolument nous engager dans ce que Jacques Attali qualifie « d'économie de vie » contre « l'économie de mort ». C'est-à-dire privilégier la production locale, les circuits courts, le recyclage, la préservation de notre environnement et la création d'emplois non délocalisables et nous opposer aux importations de masse de produits de mauvaise qualité dont le bilan carbone est exécrable et qui contribuent au chômage et au dumping social

8. La CGTR, des valeurs fortes

L'intelligence se caractérise par deux compétences antagonistes mais complémentaires : savoir dissocier les informations et savoir réunir les informations. A nous de nous montrer intelligents en veillant aux intérêts de La Réunion à court, moyen et long terme. Il n'y a pas de contradiction à vouloir concilier « la fin du mois et la fin du monde » ; il n'y a que des solutions à trouver. Pour cela, il nous appartient de faire à chaque fois des propositions en lien avec nos valeurs et de nous y tenir : humanisme, progrès social, justice sociale, travail, démocratie, égalité homme – femme, laïcité, pacifisme, formation professionnelle adaptée à notre territoire et aux évolutions des métiers, etc.

9. La Réunion, une société pluriculturelle

Au cours de son histoire, La Réunion a vu arriver plusieurs vagues de population, dans l'ordre chronologique : Européens, Malgaches, Comoriens, Africains, Indiens, Pakistanais, Chinois, Vietnamiens, Rodriguais, Mauriciens, Mahorais...

Les obstacles - nombreux - paraissaient insurmontables : racisme, esclavagisme, engagisme, barrière de la langue, frontières religieuses... Cependant, la société réunionnaise est parvenue à faire fi des différences et à fonder une société multiculturelle quasi unique (avec peut-être le Brésil).

Il nous appartient d'accompagner cette société dans les changements en cours. Notre responsabilité est de travailler au plus près de chaque habitant de l'île, l'homoréunionnaisus.

10. La CGTR auprès de l'homoréunionnaisus

Nous devons accompagner l'homoréunionnaisus dans tous les changements profonds en cours et surtout à venir. La CGTR a une voix qui porte, elle doit être encore davantage entendue. Nous faisons un appel à l'Etat et aux collectivités locales pour créer les conditions favorables au développement

des entreprises de recyclage, pour la mise en place de normes et d'une législation favorisant une politique d'urbanisme rénovée, pour une politique du logement ambitieuse tout en étant plus respectueuse de l'environnement (au niveau mondial, les bâtiments sont responsables de 39% de l'effet de serre, les 2/3 en raison des dispositifs de régulation thermique – chauffage et climatisation et 1/3 du fait des matériaux eux-mêmes), pour préserver l'eau potable, pour une politique touristique réfléchie...

Stop au tout béton ! Stop à la prolifération du bitume et du goudron !

Oui à des bâtiments publics équipés de panneaux photovoltaïques ! Oui à une politique tendant vers une sécurité énergétique (aujourd'hui 39% de notre énergie provient des énergies recyclables dont la moitié de l'hydraulique ! C'est en progrès mais c'est trop lent et trop dépendant de l'eau.

Oui à une politique tendant vers une sécurité alimentaire, vers une préservation de notre bio diversité et permettant de concilier préservation de notre environnement avec l'augmentation de notre population et du tourisme !

Sur le plan de l'École, nous devons être en première ligne pour adapter notre bâti scolaire, pour favoriser l'agriculture locale dans nos cantines, pour mettre en place les formations dont notre île a besoin...

Sur ce point, l'Université et toutes les composantes de la Recherche doivent jouer un rôle moteur : devenir un acteur de développement du territoire avec notamment une présence sur l'ensemble de l'île, constituer une force de propositions en termes d'idées, d'innovations, de solutions adaptées...

De même, 22 territoires communaux sur 24 sont concernées par la ruralité. La formation se doit de couvrir toutes les activités économiques liées à la ruralité : l'agriculture bien sûr mais aussi le commerce spécialisé, les aides à domicile en milieu rural, etc. Des acteurs comme les Maisons Familiales et Rurales (MFR) ont donc pleinement un rôle à jouer et doivent prendre toute leur place.

11. La langue et culture régionale

Pour que l'homoréunionnais soit en mesure d'avancer sereinement, il doit savoir d'où il vient. Il est primordial qu'il s'approprie la langue et surtout la culture régionale. Le développement de la langue et de la culture régionale est encore trop timide dans nos écoles et notamment dans le Second degré. Ce patrimoine nous appartient ; c'est notre richesse. Il doit être largement accessible et diffusé auprès de tous les habitants, à commencer par les apprenants.

Bref le chantier est immense, retrouvons nos manches et gardons toujours en mémoire cette citation de Sénèque : « **Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas. C'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles.** »